

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 26

15 novembre 2001

LE PROGRAMME EUMEDIS

La société de l'information euro-méditerranéenne

Les technologies de l'information et de la communication (TIC) constituent désormais un élément essentiel d'une économie compétitive et un ingrédient indispensable d'une société moderne. Dès 1995, le Programme de travail adopté en même temps que la Déclaration de Barcelone prévoyait une coopération euro-méditerranéenne en matière d'infrastructures TIC, notamment régionales, et d'introduction de nouveaux services dans des domaines prioritaires. Le Programme de travail envisageait également la réalisation de projets-pilotes destinés à montrer les avantages concrets de la société de l'information.

En pratique, l'Union européenne a lancé un programme régional dénommé EUMEDIS (Initiative pour le développement de la société de l'information euro-méditerranéenne) en 1998, avec un budget de 45 millions d'euros, dans le cadre du volet économique et financier du Processus de Barcelone. Fin septembre 2001, le Comité MED a donné le feu vert à un financement supplémentaire de 20 millions d'euros pour EUMEDIS.

A la Commission européenne, Michel Bosco est responsable de la coopération internationale au sein du programme IST (Information Society Technologies) et à ce titre il coordonne les activités d'EUMEDIS exécutées par la Direction Générale Société de l'information en appui aux Directions Générales chargées des relations extérieures de l'UE. Le Dossier Spécial Euromed lui a demandé de tirer un premier bilan du programme et d'en évoquer les perspectives.

Dossier Spécial Euromed: à votre avis, quelles sont les principales réussites d'EUMEDIS ?

Michel Bosco: Les éléments positifs que nous avons observés sont essentiellement de trois ordres. D'abord la mise en place des points de convergence. Ils forment un réseau qui échange des informations. Ils ont été très actifs au moment de la recherche de partenaires, quand les consortiums envisageaient de faire des propositions de projets-pilotes et cherchaient des compétences dans les pays tiers méditerranéens et aussi dans les pays européens. Ils ont aussi un rôle de diffusion de l'information puisque plusieurs d'entre eux publient une lettre tout à fait intéressante; en outre ils jouent

un réel rôle de relais auprès des autorités nationales. Ces centres de convergence constituent une interface entre d'une part la Commission et d'autre part les autorités nationales et les utilisateurs de TIC dans les Partenaires méditerranéens.

En deuxième lieu, un travail énorme, qui n'est pas très visible, a été réalisé pour préparer la connexion des réseaux de recherche. Nous avons aujourd'hui la lettre d'intention de chacun des douze Partenaires méditerranéens. Ces lettres se fondent sur un mémorandum qui est le même pour tous. Donc tous sont d'accord pour faire quelque chose de bien spécifique. Le fait même qu'on soit arrivé à ce consensus est quelque chose dont, je crois, la communauté informatique euro-méditerranéenne dans son ensemble peut

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 26

15 novembre 2001

être fière au vu du climat politique, car connecter des réseaux qui pour beaucoup sont contrôlés par l'Etat, c'est beaucoup plus perméable aux aléas de la politique que monter des projets entre entreprises privées.

Troisième réussite: la quantité de réponses à l'appel à propositions pour les projets-pilotes et la qualité de ces propositions. La plupart des spécialistes qui ont évalué ces propositions, des gens habitués à examiner le sommet de la recherche européenne dans le domaine des TIC, ont été agréablement surpris de voir des propositions bien construites avec un contenu technologique de bon niveau pour un projet de mise en oeuvre ("take up"). Ces propositions étaient comparables aux projets de mise en oeuvre éligibles dans le cadre d'IST, où ils sont limités au contexte européen. Nous avons reçu 175 propositions; nous en avons évalué 121 car les autres n'étaient pas éligibles. Sur ces 121 les évaluateurs techniques en ont dégagé 26 dont nous estimons qu'elles valent la peine d'être financées; 26 sur 121, c'est un taux de qualité tout à fait comparable à celui du programme de recherche européen.

L'initiative d'interconnexion a été affectée dans ses modalités par la situation politique au Moyen-Orient. Pouvez-vous expliquer comment des organisations des Partenaires peuvent se relier au réseau européen existant afin d'assurer l'interconnexion des centres de recherche?

On avait envisagé à l'origine que les douze Partenaires méditerranéens formeraient un consortium qui serait responsable de l'initiative d'interconnexion. Dans le contexte politique actuel, la formation de ce consortium n'a pas été possible. Par conséquent la Commission s'apprête à signer un contrat avec DANTE, l'organisation sans but lucratif qui gère le réseau européen de recherche GEANT.

Comme je l'ai déjà indiqué, chacun des douze Partenaires méditerranéens a signé une lettre d'intention vis-à-vis de DANTE. DANTE commencera très bientôt à travailler à la première phase de l'initiative d'interconnexion qui identifiera les points d'entrée et déterminera les capacités requises chez chacun des Partenaires. Un appel d'offres va être lancé entre les fournisseurs de services internationaux qui établiront les liens entre les Partenaires méditerranéens et les réseaux de recherche européens.

Qu'en est-il du "fossé technologique" entre les deux rives de la Méditerranée, qu'EUMEDIS est censé réduire? Comment le programme EUMEDIS peut-il profiter du fait que certains des Partenaires méditerranéens sont hautement développés en matière de TIC?

Il n'y a pas un côté de la Méditerranée et l'autre côté. Déjà, notre côté de la Méditerranée connaît des situations très variées: les tarifs des connexions en France ou en Italie, par exemple, sont assez différents de ceux appliqués en Grèce. On ne peut donc pas tout à fait parler d'une rive nord, car cet aspect des tarifs a un impact évident sur la capacité qu'on peut mettre en place et de ce fait sur l'utilisation. Sur la rive sud on a aussi une hétérogénéité remarquable. Malte, par exemple, a un grand potentiel de coopération par rapport à sa taille et à sa population réduites, mais il est dans une situation de monopole au niveau des services de télécommunications et les tarifs proposés pour relier Malte à la rive nord sont exagérément élevés. Inversement, l'accès à Internet en Turquie est en général moins cher qu'en Belgique. Pour sa part, Israël est déjà connecté au réseau européen, de même que Chypre, de par leur participation active et de longue date au programme-cadre de recherche

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 26

15 novembre 2001

européen. Chypre a une population universitaire très active, qui participe déjà aux projets de recherche, ce qui fait que l'interconnexion est déjà utilisée, essentiellement pour la recherche en amont. Israël est connecté au réseau européen et utilise cette interconnexion des activités de recherche plus avancées, aussi, parfois, de type industriel, dans la limite de ce qui est autorisé par les règlements d'utilisation de cette infrastructure. Dans tous les autres Partenaires, une population plus réduite dispose de l'accès et de la capacité nécessaires pour utiliser les équipements et contribuer à l'effort qui se fait via Internet et via les réseaux. Dès que les gens sont connectés et actifs, ils font la même chose, qu'ils soient en Egypte, en Israël, en Turquie ou au Maroc, en France ou en Allemagne. Ce qui nous a frappé, aussi, dans les propositions que nous avons reçues pour les projets-pilotes, c'est la présence de vrais consortiums régionaux. Parmi les sélectionnés, je crois qu'il y a trois consortiums qui comprennent à la fois des organisations israéliennes et d'autres situées dans les Territoires palestiniens.

Il était prévu de donner la priorité aux projets impliquant les douze Partenaires méditerranéens. Quelle proportion des projets remplit cette condition?

Il était prévu d'avoir les projets les plus régionaux possible, avec le plus possible de Partenaires. L'idée d'avoir des projets avec les douze Partenaires était peut être une hypothèse d'école. Il est certain que deux tiers des meilleures propositions impliquent plus de huit Partenaires. Seulement une ou deux de ces propositions n'en font participer que trois ou quatre.

EUMEDIS peut-il modifier les conditions de vie de l'homme de la rue chez les Partenaires?

Nous parlons de projets-pilotes, pas de projets d'aide au développement. Nous ne sommes pas en train d'installer des ordinateurs dans toutes les écoles, que ce soit dans les Territoires palestiniens ou dans l'est de la Turquie. Les projets-pilotes que nous lançons ont pour objectif de démontrer hors laboratoire, dans des situations réelles, des manières d'utiliser ces outils - réseaux et ordinateurs - dont l'homme de la rue et bien des décideurs des Partenaires méditerranéens n'ont pas connaissance. Il y a un aspect innovatif dans EUMEDIS. Nous espérons ainsi contribuer à sensibiliser les opinions publiques et les organes dirigeants dans chaque pays pour qu'ils mettent en oeuvre les différents outils, parce que nous sommes persuadés de la contribution d'une activité socio-économique plus en rapport avec les technologies au développement économique des pays qui s'y investissent. C'est pour cela que nous appelons cela des projets-pilotes. Ceux qui éviteront les écueils réaliseront quelque chose de reproductible à l'échelle de la région. C'est cela que nous attendons, ce n'est pas le produit fini. En revanche, l'interconnexion des réseaux va changer la vie quotidienne des chercheurs en leur donnant la possibilité de travailler avec des collègues d'autres pays méditerranéens. Pour les chercheurs impliqués dans les projets-pilotes, cela va changer la vie parce qu'ils vont travailler dans des conditions pratiques et financières comparables à celles des pays industrialisés et cela devrait contribuer à empêcher la fuite des cerveaux. EUMEDIS aura donc un impact non négligeable sur cette population limitée numériquement, mais qu'il est important de garder chez les Partenaires.

Quel peut être l'impact d'EUMEDIS sur le développement économique et sur l'emploi chez les Partenaires? L'expérience de l'UE fournit-elle des indications?

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 26

15 novembre 2001

Dans le monde il y a des économies, dans des pays de toutes tailles, qui ont été largement modifiées par les technologies de l'information. Prenez l'Inde, l'île Maurice ou encore le Costa Rica qui a transformé en quelques années une économie fondée à 98% sur l'agriculture et qui exporte maintenant entre 100 et 200 millions d'euros de logiciels. Est-ce que certains Partenaires méditerranéens vont prendre ce tournant-là? Economiquement, certains en ont les moyens. Est-ce qu'il y a la volonté politique? Au Maroc et en Tunisie, il existe une sous-traitance non négligeable, notamment dans le domaine des publications en français assistées par ordinateur: des éditeurs français sous-traitent des activités de publication dans des pays du Maghreb et dans ce domaine le marché va se développer. Maintenant, qu'est-ce qu'EUMEDIS peut faire? Eh bien, la population touchée par EUMEDIS a une position et un rôle stratégiques. Cela se jugera à moyen terme, mais pour certains projets, comme la mise en place de réseaux pour le commerce électronique, les résultats positifs peuvent se faire sentir immédiatement; par exemple, de petites entreprises textiles pourront y participer et en tirer profit. Cela va avoir un impact dans le tissu industriel, pas seulement dans les capitales. Mais il existe très peu d'instruments pour mesurer la force de cet impact, où que ce soit, en Europe, en Méditerranée, ou aux Etats-Unis.

Dans quelle mesure le financement supplémentaire de 20 millions d'euros permettra de soutenir d'autres projets-pilotes, en plus des 16 sélectionnés récemment?

Les 20 millions supplémentaires sur lesquels le Comité MED a donné un avis favorable seront répartis entre les activités d'EUMEDIS telles qu'elles ont été définies au départ. Au total, 14 millions d'euros seront ajoutés au budget qui nous permet de financer les bons projets déjà évalués; ils vont nous permettre de financer peut-être 24, 25, ou même 26 projets. Nous avons obtenu cette rallonge notamment en démontrant que pour financer tous les bons projets, nous n'avions pas assez d'argent. En ce qui concerne le calendrier, les projets-pilotes devraient être prêts à démarrer au début de l'an prochain, entre janvier et mars. Les 6 autres millions seront répartis entre deux grandes activités: 3 millions de plus pour l'interconnexion des réseaux parce qu'en préparant l'évaluation, nous nous sommes rendu compte qu'avec les 7 millions prévus au début, nous avions peu de chances de réaliser le minimum de services nécessaire. Enfin 3 autres millions seront destinés aux activités des points de convergence, ainsi qu'à la diffusion de l'information relative aux résultats des projets. Chaque projet a déjà un budget pour disséminer ses résultats, mais la Commission va également financer une diffusion régionale plus vaste des résultats les plus frappants d'EUMEDIS.

EUMEDIS doit contribuer à améliorer la compréhension mutuelle entre les peuples et les cultures autour de la Méditerranée. Où en sommes-nous?

Je pense que ce que peut faire EUMEDIS aujourd'hui est au moins aussi substantiel que ce que nous envisagions il y a trois ou quatre ans. Je veux dire que la situation

DOSSIER SPECIAL EUROMED

Edition no 26

15 novembre 2001

politique de ces dernières années, avec ses hauts et ses bas, n'a pas finalement changé grand chose aux réunions régulières entre la Commission et les points de convergence. Il y a des gens des douze Partenaires qui y participent. Cela dit, l'interconnexion des réseaux va aussi contribuer à améliorer directement la compréhension entre les peuples. Il ne faut pas oublier que beaucoup de chercheurs ont étudié sur les mêmes bancs que leurs homologues des autres Partenaires. Ce sont des gens qui ont passé leur doctorat ensemble; s'ils travaillent sur le même sujet, il n'y a aucune raison objective pour qu'ils n'aient pas envie de continuer à travailler ensemble. Si l'un pense que c'est l'autre, en face, qui a la réponse à une question de recherche, il ne pourra pas lui poser la question s'il n'a pas les moyens physiques de l'interconnexion. On voit tous les jours ce genre de situation et, dans les projets-pilotes, on le verra encore; il s'agit là d'applications qui sont toutes

bénéfiques. Certaines le sont d'un point de vue économique; nous avons aussi beaucoup de projets dans les secteurs de l'éducation et de la santé; nous avons également quelques projets dans le domaine du tourisme et de la culture. Quand on créera par exemple un réseau de traitement des grands brûlés, dans ce réseau il y aura un centre palestinien, un centre israélien et des organismes des autres Partenaires et ensemble ils pourront organiser le transfert de grands brûlés d'un hôpital à un autre ou préparer des traitements à distance, des choses de ce genre, quel que soit le climat politique. Ce sont aussi ces populations qui vont bénéficier de cette coopération. En un sens, je crois que les objectifs et le "potentiel bénéfique" d'EUMEDIS sont toujours les mêmes: en quelque sorte, ils sont plus permanents que la situation politique.